

# MÉMOIRE SUR L'AVENIR DE L'AGRICULTURE

Pour  
**La Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire  
québécois**

Par  
Les étudiants du cours de  
Géographie : Études régionales du Québec

Amandine Avit  
Jonathan Brière  
Mélissa Charron  
Hubert Chicoine

Geneviève Dubé  
Mathieu Ruest Lévesque  
Vanessa Roy  
Anne Voyer-Sirois

Ainsi que madame Nathalie Girard, enseignante



Le 1<sup>er</sup> mars 2007

## Présentation du groupe

Amandine Avit, Jonathan Brière, Mélissa Charron, Hubert Chicoine, Geneviève Dubé, Mathieu Ruest-Lévesque, Vanessa Roy et Anne Voyer-Sirois sont des étudiants en Sciences humaines au Centre matapédien d'études collégiales. Ce cégep se situe à Amqui, dans la municipalité régionale de comté de La Matapédia, au Bas-Saint-Laurent. La région de La Matapédia est rurale et les principales activités socio-économiques sont la forêt et l'agriculture. Ces étudiants forment le groupe de *Géographie : études régionales du Québec*, supervisé par Nathalie Girard. Il s'agit d'un groupe de jeunes adultes qui, via ce mémoire, proposent leur vision du monde agricole et les améliorations qui pourraient y être amenées

# TABLE DES MATIÈRES

Introduction .....	1
1 Les besoins alimentaires de la population .....	1
2 La production agricole .....	2
2.1 Les tendances pour l'avenir des fermes québécoises .....	2
2.2 La place des objectifs de bonne nutrition et de santé publique dans les politiques agricoles .....	2
2.3 L'aide financière accordée .....	3
2.4 Le soutien financier aux productions déficitaires .....	3
3 La transformation alimentaire .....	3
3.1 L'accès aux réseaux de distribution .....	3
3.2 Rôle de l'État .....	3
3.3 Création de produits ayant des effets positifs sur la santé .....	4
3.4 La main-d'œuvre .....	4
3.5 Les créneaux les plus porteurs .....	4
4 La distribution des produits alimentaires .....	4
4.1 Une meilleure place dans la distribution alimentaire pour les entreprises québécoises .....	4
4.2 L'étiquetage obligatoire des OGM .....	5
4.3 La place des produits québécois dans les hôtels, restaurants et institutions .....	6
5 Le commerce extérieur de produits agricoles et agroalimentaires .....	6
5.1 L'importance de l'exportation et des marchés extérieurs .....	6
5.2 L'importance à accorder aux produits transformés .....	6
5.3 Maintenir ou accroître la position du Québec sur les marchés mondiaux .....	7
5.4 Concilier gestion de l'offre et exportation .....	7
5.5 Les risques inhérents aux importations .....	7
6 Le développement des ressources humaines .....	7
6.1 Une expertise reconnue .....	7
6.2 Valorisation du métier d'agriculteur .....	8
6.3 Le rôle du gouvernement .....	8
6.4 La place des immigrants .....	9
7 L'agriculture, l'agroalimentaire et l'environnement .....	9
7.1 Responsabilités des secteurs agricoles, industriels et municipales par rapport à l'environnement .....	9
7.2 Les meilleures pratiques agronomiques pour les sols .....	10
7.3 Contribution pour la réduction des gaz à effet de serre .....	10
7.4 La biodiversité agricole .....	10
7.5 L'utilisation des plantes génétiquement modifiées .....	11
8 La santé et les préoccupations des consommateurs .....	11
8.1 Les normes qui encadrent le système d'inspection des aliments .....	11
8.2 Le système d'inspection des aliments .....	11
8.3 L'information relative à la valeur nutritive des aliments .....	12
8.4 Information des consommateurs .....	12
8.5 Les mesures susceptibles d'assurer une meilleure protection de la santé du secteur agricole et agroalimentaire .....	12
9 La ruralité et le développement régional .....	13

9.1	Les politiques agricoles .....	13
9.2	Les politiques publiques .....	13
9.3	Les opportunités offertes par le développement d'une agriculture moderne .....	13
9.4	Le problème de transfert des fermes entre générations et l'incitation des jeunes à miser sur l'agriculture et l'agroalimentaire .....	13
9.5	Conciliation et cohabitation des usagés en milieu rural .....	14
9.6	Viabilité financière .....	14
9.7	Débouchés suffisants et rentabilité .....	14
10	La gouvernance.....	14
10.1	Les politiques canadiennes .....	14
10.2	Le mandat et les politiques du MAPAQ.....	14
10.3	L'avenir des coopératives .....	15
	Conclusion .....	15

# Introduction

Depuis quelques temps, l'agriculture devient de plus en plus difficile à pratiquer, et ce, peu importe la production en cause. Nous saluons l'initiative de faire une Commission sur l'avenir de l'agriculture, puisque cela permettra de donner la parole à l'ensemble des citoyens sur un sujet de grande importance socio-économique pour tout le Québec. Par le biais de ce mémoire, nous exposons notre point de vue. Les propositions présentées dans ce mémoire illustrent notre vision de jeunes adultes, étudiants du cours de *Géographie : études régionales du Québec*, soit les plus concernés par ces décisions qui auront un impact sur notre vie future. Nous espérons amener des idées novatrices pour que l'agriculture prenne un meilleur tournant et que le milieu de travail des agriculteurs soit valorisant afin qu'ils continuent d'exercer ce métier si exigeant, mais passionnant. Ainsi, plusieurs sujets seront abordés tels la production agricole, l'alimentation et l'agroenvironnement.

## 1 Les besoins alimentaires de la population

Les secteurs agricoles et agroalimentaires ne sont pas bien préparés pour répondre aux besoins actuels et futurs des consommateurs. Ils devront s'adapter en considérant plusieurs facteurs de changement dans la population dont l'augmentation, et le vieillissement de celle-ci, et un changement dans les habitudes alimentaires. La population vieillissante désire de plus en plus être en santé et mange mieux tout en étant des consommateurs beaucoup plus responsables. Ils sont devenus beaucoup plus prudents dans leurs habitudes alimentaires à cause de la hausse des maladies causées par une mauvaise nutrition. Une augmentation de l'obésité et des problèmes cardio-vasculaires dans la population québécoise, fait réagir le consommateur, lui permettant ainsi d'être plus « vert » dans ses choix de consommation. Il veut à tout prix être en meilleure santé et a maintenant une plus grande conscience sociale, en achetant, par exemple des produits équitables. Nous devons éduquer les enfants dès leur plus jeune âge en faisant des écoles, un environnement plus propice à de saines habitudes alimentaires, habitudes qu'ils garderont une fois devenus adultes.

Pour ce qui est du Québec sur le marché international et dans sa dynamique des échanges mondiaux en produits agricoles et alimentaires, seuls les surplus devraient être exportés sur les marchés extérieurs. Le Québec devrait être autosuffisant pour nourrir sa propre population en évitant, le plus possible, l'importation de produits pour ne pas concurrencer les produits québécois déjà sur le marché. Entre autres, le secteur agroalimentaire québécois ne doit pas voir la hausse de la demande mondiale en protéine animale comme une opportunité de profiter du commerce international pour augmenter ses profits. Il devrait d'abord nourrir notre propre population correctement, ce qui n'est pas le cas en ce moment, car la viande de meilleure qualité est très souvent exportée. Si nous arrivons à bien alimenter notre population, nous pourrions ensuite envisager d'exporter les surplus nous permettant ainsi de profiter de la hausse de la demande mondiale en protéine animale. Plusieurs moyens peuvent être mis en place afin de régler les problèmes de malnutrition que nous vivons présentement. Premièrement, en envoyant les surplus dans des banques alimentaires plutôt que de les jeter, comme les producteurs font déjà avec les fruits et les légumes moins beaux, il suffit tout simplement de les

donner aux plus démunis à qui cette nourriture pourrait très bien servir. Ensuite, il serait très avantageux de créer un lien entre les supermarchés et les coopératives sociales d'alimentation, comme c'est le cas de Moisson Vallée qui existe dans la vallée de La Matapédia, pour éviter le gaspillage d'aliments qui ne sont plus présentables pour la vente mais qui sont toujours comestibles.

## **2 La production agricole**

### **2.1 Les tendances pour l'avenir des fermes québécoises**

Si l'on se fie à l'état présent des petites et moyennes entreprises, nous pouvons dire que, si la tendance se maintient, les petites et moyennes entreprises agricoles seront assimilées par les plus grandes. Ces dernières ont de plus grands moyens financiers que les autres, ce qui leur permet de se sortir plus facilement des crises financières que les entreprises moins fortunées. Celles-ci sont donc plus propices aux ventes et aux faillites.

Selon nous, il faudrait prioriser le financement des petites et moyennes entreprises au lieu de subventionner les grosses qui ont beaucoup moins besoin de cet argent pour survivre. Les grandes entreprises agricoles ont, certes, toujours besoin d'argent, mais plus moins près de la faillite et des ventes que les plus petites. Ainsi, nous trouvons qu'il serait bien de réviser l'argent déboursé par l'ASRA, car certaines enquêtes sur les besoins des producteurs agricoles face à leur production respective ont eu lieu, mais les besoins ont bien changé depuis. De cette façon, des entreprises ayant besoin de moins d'aide financière qu'avant en bénéficient toujours autant et celles qui en ont vraiment besoin, n'en reçoivent réellement pas assez. Nous pensons donc qu'il serait bien de refaire des enquêtes sur les besoins des entreprises et réajuster les aides financières offertes aux entreprises.

### **2.2 La place des objectifs de bonne nutrition et de santé publique dans les politiques agricoles.**

Oui, il y a place à l'amélioration en matière de nutrition. Il serait bien de renverser la tendance, quoiqu'elle le soit déjà un peu depuis quelques années. La population est de plus en plus conscientisée, et les achats de consommation « made in Québec » augmentent. De plus, il serait bien de faire comprendre la définition de chacun des groupes alimentaires. Par exemple, que sont les substituts des « viandes et substituts »? Que veut-on dire par « légumineuses »? Notre population serait peut-être plus ouverte à s'alimenter plus adéquatement si elle comprenait mieux ce qu'on lui suggère. Aussi, nous croyons qu'il serait bien d'indiquer les aliments contenant des OGM et aussi, de mieux étiqueter les produits. Il faut que l'on comprenne d'où ils viennent et comment ils ont été faits. En plus de cela, nous croyons que resserrer la frontière et augmenter les normes face à l'importation seraient aussi des solutions. Le Québec possède des normes de qualité très élevées et extrêmement sévères en ce qui concernent les aliments de consommation locale, mais il accepte les aliments provenant d'autres pays où les normes de qualité sont quasi inexistantes, la logique n'est plus!

## **2.3 L'aide financière accordée**

Nous croyons qu'il serait plus profitable pour les producteurs d'être subventionnés selon leur revenu global plutôt que d'être payés à la « pièce ». La subvention au revenu global favorise la performance puisque tout est comptabilisé. Aussi, nous croyons qu'il serait bien de faire une « table de concertation » sur le comment et à qui donner ces sous.

## **2.4 Le soutien financier aux productions déficitaires**

Nous sommes d'avis que l'État devrait continuer d'investir dans ces entreprises bien qu'elles soient déficitaires depuis assez longtemps. La raison? Pour que les municipalités et les rangs, où la ruralité est la principale communauté vivante demeurent en vie. En fait, si l'État cesse d'aider ces productions, soit le mouton, le bœuf ou encore le porc, les entreprises qui les produisent ne pourront plus survivre, elles devront donc vendre et ainsi des rangs et des petits villages devront fermer faute d'activités agricoles et sociales. Les productions déficitaires vivent des hauts et des bas constants, c'est pour cela que l'État doit pouvoir les aider à palier certains manques importants. Aussi, la vente de ces produits au Québec rapporterait plus aux producteurs et l'aide financière de l'État pourrait diminuer. L'exemple de NaturoBoeuf nous paraît le meilleur exemple dans notre région. Pourquoi ne pas ouvrir de nouveaux marchés semblables pour le porc et le mouton, nous trouverions cela très utile et intéressant.

# **3 La transformation alimentaire**

## **3.1 L'accès aux réseaux de distribution**

Pour faciliter aux transformateurs spécialisés l'accès aux réseaux de distribution, il serait intéressant de faire de la promotion sur les produits pour inciter la population à en acheter, et en même temps, agrandir le cercle de vente. Plus il y aura de gens qui seront satisfaits du produit, plus ils en parleront à leurs proches et ainsi de suite. Avec de la chance, le produit fera assez parler de lui pour se tailler une place dans les réseaux de distributions. Par contre, pour cela, l'État doit aider les petits transformateurs spécialisés à se développer et à démarrer un marché.

## **3.2 Rôle de l'État**

L'État doit commencer par aider financièrement les petits producteurs car présentement, seuls les gros producteurs réussissent à bien s'en sortir alors que les petits s'enfoncent de plus en plus dans la misère. Donc, un meilleur contrôle des budgets sur l'aide aux producteurs serait à privilégier. L'État devrait subventionner les producteurs dans les créneaux qui ont de l'avenir pour qu'ils se taillent une place sur le marché québécois d'abord et ensuite sur le marché international. Comme les aliments biologiques qui commencent à avoir un essor foudroyant devraient être un marché intéressant pour l'État, il pourrait faire des campagnes de publicité

pour inciter la population à manger des aliments biologiques. Il y a d'autres créneaux qui seraient également intéressants à développer.

### **3.3 *Création de produits ayant des effets positifs sur la santé***

Pour inciter les transformateurs à créer de bons produits pour la santé, il faut commencer par encourager la population à manger mieux. De plus en plus, nous observons que la population fait davantage attention à son alimentation et à sa santé. Donc, créer des produits « sants » devrait être une activité rentable pour les transformateurs. Que ce soit à la télévision ou dans les revues, on remarque une forte augmentation de population qui veut maigrir et pour avoir un poids santé, il faut commencer par une alimentation saine. Notre santé dépend de l'agriculture et nous devons faire en sorte de pouvoir consommer des aliments bons pour la santé.

### **3.4 *La main-d'œuvre***

Pour assurer aux entreprises une main-d'œuvre nécessaire, on doit encourager les gens à suivre des formations et leur donner des outils pour réussir. L'État devrait motiver les personnes en donnant des bourses à ceux qui finissent leur formation dans le domaine de l'agriculture. On doit encourager la population à s'instruire et leur faire voir le côté positif que cela pourra leur apporter en bout de ligne. Enfin, avec ceci, nous croyons que les entreprises auront moins de difficultés à trouver la main-d'œuvre nécessaire.

### **3.5 *Les créneaux les plus porteurs***

Selon nous, les créneaux les plus porteurs sont les aliments biologiques et le NaturBœuf. Ces créneaux ont déjà un effet sur le marché de l'alimentation, car la population est plus conscientisée au effet d'une meilleure alimentation. Au Québec, il serait intéressant de développer davantage les créneaux spécialisés comme les fromages et le vin. Aussi, on retrouve présentement dans la vallée de La Matapédia une ferme NaturBœuf. C'est une ferme qui nourrit ses bœufs sans hormone de croissance ni aucune nourriture ayant reçu des pesticides. De plus, ce marché se développe et prend de l'expansion.

## **4 *La distribution des produits alimentaires***

### **4.1 *Une meilleure place dans la distribution alimentaire pour les entreprises québécoises***

Pour que les entreprises québécoises de toutes tailles puissent se tailler une meilleure place dans le système actuel de la distribution alimentaire, il faut faire des choix de société différents

comme promouvoir l'excellence des produits québécois, mettre l'accent sur les avantages à consommer des produits québécois, faire des publicités pour inciter les gens à manger « québécois » même si c'est plus dispendieux car, possiblement qu'à long terme, le volume ainsi généré fera diminuer les coûts. Faire un choix de société où l'individualisme et la rapidité ne prône plus. Il faut améliorer la qualité de vie des gens et la façon de distribuer les aliments peut y contribuer significativement. Comment faire?

- Il faudrait donner aux gens la fierté de bien manger (point de vue santé, mais aussi qualité). Ils devraient voir les repas comme une source de plaisir et non pas comme une corvée.
- Il faudrait miser sur la qualité des aliments (les produits québécois doivent offrir une meilleure qualité que les produits venant de l'extérieur, et ce à tous points de vue).
- Il faudrait valoriser et encourager l'achat local, ce qui permettra à plus de gens de vivre de leur entreprise, tout en offrant une plus grande variété de produits, qui sont souvent de meilleure qualité en raison de leur fraîcheur. Par exemple : les paniers de fruits et légumes durant tout l'été offrent une sécurité au producteur, tout en coûtant souvent moins cher au consommateur pour une très grande variété d'aliments d'excellente qualité. Et cette grande variété, ajoutée à des « trucs » de cuisson et des recettes procure justement le goût de bien manger, de considérer les repas comme un plaisir, en plus de créer une relation de partenariat consommateur-producteur. Peut-être devrait-on obliger les commerces de détail à offrir un certain pourcentage de produits locaux, même s'ils sont détenus à 100% par une chaîne de distribution.
- Il faudrait changer la tendance où les gens achètent (et même surconsomment) à rabais, des produits de moindre qualité, dans des magasins sans service. Un retour aux valeurs humaines est déjà amorcé (boycott de certains magasins), il ne demande qu'à être encouragé. Et il est possible de le pousser positivement en valorisant les entreprises qui ont de bons rapports avec leurs employés (les consommateurs adhéreront à cet aspect social favorable), et qui offrent des services personnalisés. La population a besoin d'un retour aux valeurs fondamentales.
- Il faudrait que le commerce des produits équitables soit encouragé et même soutenu par le gouvernement pour les denrées qui ne peuvent être produites ici. Le traitement équitable des producteurs des autres pays devrait trouver son parallèle ici aussi, de sorte que nos producteurs québécois soient payés équitablement pour ce qu'ils produisent. L'exemple de NaturBoeuf dans le Bas-Saint-Laurent devrait être reproduit dans toutes les régions pour les différentes productions.

L'individualisme a fait son temps et pour le bien-être de tous, la coopération et le savoir vivre sont une voie pour améliorer le sort de tous et même celui des distributeurs.

## **4.2 L'étiquetage obligatoire des OGM**

L'étiquetage des OGM devrait devenir obligatoire parce que chacun a le droit d'être informé sur ce qu'il mange. Même s'il est optionnel au Canada, le Québec doit prendre les devants et se joindre à la quarantaine de pays dont l'étiquetage des produits alimentaires contenant des OGM est obligatoire! Les grandes entreprises qui utilisent des OGM ne l'indiqueront pas volontairement et c'est un manque de transparence. Ces produits sont

éthiquement discutables et présentent des risques pour la santé, l'environnement, l'économie et l'accès à la nourriture pour tous les habitants de la planète. Il faudrait qu'ils soient identifiés et le consommateur posera ensuite son vote en le prenant ou non.

### ***4.3 La place des produits québécois dans les hôtels, restaurants et institutions***

Les appels d'offres des institutions publiques devraient effectivement faire une plus grande place aux produits québécois. En fait, les institutions devraient donner l'exemple en consommant des produits québécois. Pour que celles-ci et les distributeurs fassent une plus grande place aux produits québécois, il y a bien sûr le volontariat, mais comme nous savons tous, celui-ci est très limité. Il faudrait donc fixer par réglementation un seuil minimal de produits régionaux sur le marché.

Un pourcentage minimum de produits québécois devrait d'abord être établi en se fixant un délai pour les efforts volontaires (mais pas trop long). Par la suite, il serait approprié de déterminer les attentes par voie réglementaire.

## **5 Le commerce extérieur de produits agricoles et agroalimentaires**

### ***5.1 L'importance de l'exportation et des marchés extérieurs***

L'exportation devrait constituer un moyen de vendre ses surplus de production. Le fait de produire pour le marché extérieur augmente la fragilité des entreprises agricoles et agroalimentaires. Nous devons nous concentrer sur le marché intérieur plus sûr et plus accessible. Il faut éviter de tomber dans un piège que peuvent nous tendre les multinationales. En d'autres mots, l'exportation est bon pour l'industrie québécoise tant qu'elle ne met pas en péril les protections contre les produits extérieurs, ce qui diminuerait la qualité et éloignerait inutilement la provenance.

### ***5.2 L'importance à accorder aux produits transformés***

La transformation des aliments sur les lieux de production ou à proximité entre dans le cadre d'un développement régional et devrait être préconisé au Québec. Ainsi, dans un projet de développement durable, le gouvernement devrait forcer les différents milieux afin de développer une industrie de transformation agroalimentaire de produits agricoles. Le milieu peut s'organiser autant à l'intérieur d'une MRC que d'une région. Cela favoriserait probablement la spécialisation de certaines régions dans certains secteurs agroalimentaires.

### **5.3 *Maintenir ou accroître la position du Québec sur les marchés mondiaux***

Dans le contexte de la mondialisation actuelle, le Québec est fortement désavantagé par rapport aux frais de production. Par contre, le Québec a la possibilité d'assurer une qualité des produits ce qui pourrait ouvrir le marché de produits de luxe. De plus, le Québec a et devra faire preuve d'innovation pour trouver de nouveaux marchés, de nouveaux produits et réduire de beaucoup ses frais de production.

Il est évident que la baisse des tarifs douaniers et des prix mondiaux nuit beaucoup à notre secteur agroalimentaire étant donné nos conditions climatiques et les conditions de travail. Il faudrait donc agir en fonction de nos valeurs. Il serait important que le gouvernement impose un arrêt ou des tarifs douaniers à tous les aliments qui ne sont pas produits dans des conditions et un environnement de travail semblables au nôtre dans le but d'assurer une concurrence saine. De plus, les aliments produits dans de meilleures conditions sont souvent de meilleure qualité.

### **5.4 *Concilier gestion de l'offre et exportation***

La gestion de l'offre qui est en place présentement dans l'industrie laitière est primordiale pour assurer à l'agriculteur un revenu même si certains doivent jeter une quantité très grande de lait par semaine. Ce régime de quotas ne doit pas tomber pour permettre l'exportation car le marché québécois serait en grand danger en raison de la venue de produits américains moins dispendieux et de moins bonne qualité.

### **5.5 *Les risques inhérents aux importations***

Il est primordial que le gouvernement du Québec prenne tous les moyens nécessaires pour éviter une détérioration de la qualité des produits alimentaires sur son territoire. Cette question va au-delà de la gestion alimentaire car elle touchera aussi un jour la santé de la population. Par contre, les entreprises devront s'adapter aux exigences du marché, qui peut varier de beaucoup au fil des années. Et le rôle du gouvernement devrait être de fournir l'aide financière, technique ou d'ingénierie.

## **6 Le développement des ressources humaines**

### **6.1 *Une expertise reconnue***

Au Québec, l'enseignement de l'agriculture est soutenu par le gouvernement et est doté de ressources enviabiles. L'ITA, l'Institut de Technologie Agroalimentaire, subdivisée en deux centres approuvés et certifiés par le gouvernement du Québec est certainement le regroupement

de programmes qui permet la suite la plus complète, la mieux organisée de cours par rapport à un enseignement « familial » ou à quelques cours dispersés ci et là. L'ITA est une véritable institution qui initie non seulement quelques notions de base par rapport à l'agriculture, mais aussi une éducation raffinée et savante. Plusieurs témoigneront être amplement satisfaits et affirment que le programme a répondu à leurs attentes et qu'il leur a permis d'œuvrer de manière performante dans le domaine de leur choix. Ainsi, l'ITA forme chaque année de nombreux diplômés habilités à prendre la relève des agriculteurs et à prendre part à la restructuration, du moins à l'amélioration de l'agriculture au Québec. Ils le font en mettant leurs notions et savoirs au profit de mémoires tel que celui-ci. L'ITA offre un enseignement qui permet aux étudiants d'être bien appointés aux besoins et enjeux du milieu, un enseignement qui passe outre les préjugés que l'on peut avoir à l'encontre des fermiers, et qui redonne à ce métier toute ses lettres de noblesses. On y communique donc une passion, qui pourra continuer de se transmettre, que ce soit de père en fils ou autre. Le but ici n'était pas de faire l'apologie de l'une de nos institutions, mais de réveiller l'intérêt pour des études en agriculture qui, à la suite de ce qui vient d'être dit, peuvent être envisageables. Nos programmes d'enseignements sont fonctionnels et adéquats, « prêts à relever le défi ».

## **6.2 Valorisation du métier d'agriculteur**

Pour faire suite à l'idée d'amener des jeunes ou quiconque à s'intéresser à l'agriculture et aux possibilités offertes en lien avec l'agriculture, voici un petit supplément d'informations qui ne sera pas de trop. Tout d'abord, ne faudrait-il pas redorer le blason des agriculteurs, rendu si péjoratif depuis quelques décennies? Voilà : détruire les préjugés en place, les fausses affirmations, les légendes rurales... Également, rendre publics le milieu et la vie sur une terre, en promouvoir les bienfaits, en faire valoir les avantages, etc. ; travailler plus simplement à l'amélioration de la diffusion en ce qui concerne les centres de formation offerts dans ce domaine au Québec, et le plus important de tous, serait de rappeler l'importance du travail du sol qui permet de faire vivre la planète. Beaucoup de gens ne voient pas l'importance que peut avoir le travail des agriculteurs. Enfin, pour s'assurer que la formation soit adéquate et adaptée à la situation actuelle, il faudrait peut-être que, dans les cours, soient dispensés des entretiens avec des agriculteurs ou avec des familles expérimentées dans le domaine qui pourraient relater leurs expériences : erreurs et succès, ce qui serait un complément efficace et profitable à un enseignement moderne et technologique. Également, des relations internationales pourraient avoir un effet bénéfique, notamment par la mise en commun des ressources et des connaissances sur le métier : trouvailles, nouvelles maladies et remèdes, techniques de labour, etc. En résumé, une promotion serait une solution pour le métier d'agriculteur, afin que l'on ne perde pas l'essence de la chose.

## **6.3 Le rôle du gouvernement**

Le rôle du gouvernement dans l'agriculture au Québec est de s'assurer de son bon fonctionnement et de l'avenir de celle-ci, ainsi que de garder un œil sur les conditions de vie des agriculteurs. Produire des mémoires qui donnent la voix à ceux qui sont directement concernés. Faire cette promotion, mentionnée précédemment, des bienfaits de l'agriculture,

mettre sur pied des publicités qui pourront, par exemple, diffuser à grande échelle les programmes solides qu'offre l'ITA. Engager des spécialistes, des gens qualifiés qui pourraient, en se promenant un peu partout au Québec, faire une évaluation pertinente de la situation de l'agriculture, et mettre sur pied, un peu comme pour la forêt les « agences régionales », des aides auxquelles les agriculteurs pourront se référer et palier à leurs problèmes. On oublie parfois qu'il faut des gens pour faire fonctionner une ferme, des gens qui travaillent dur...

## **6.4 La place des immigrants**

Maintenant, touchons à un point plus épineux : comment intéresser les immigrants à l'agriculture? Il faudrait améliorer la qualité des relations humaines entre patrons et travailleurs. À cause des abus déjà perpétrés, il y aura toujours un préjudice pendant sur la tête d'un immigrant qui voudra se joindre à la main d'œuvre en agriculture. Il faudrait d'abord commencer par démontrer qu'au Québec nous ne sommes pas prêts à exploiter les arrivants qui cherchent un emploi... Enfin, nombreux sont les immigrants qui, venus des pays pauvres, étaient déjà des agriculteurs chez eux. Au lieu de les confiner à des emplois bas de gamme pour s'en débarrasser, en quelque sorte, il faudrait leur ouvrir grand les portes de notre « culture agraire ». Ce sont des travailleurs déjà formés qui allient l'idée de mixité de l'enseignement, partage du savoir, et qui pourraient sans aucun doute devenir d'excellents conseillers pour nos ITA.

En dernier lieu, comment serait-il possible d'amener l'étranger à investir sur notre territoire? Tout d'abord, c'est une question de diplomatie et de relations humaines ; les ressources seront un critère important de sélection, mais si l'ambiance de la région et de la localité n'est pas accueillante, il y a peu de chance pour qu'un investisseur québécois ou étranger vienne y placer des capitaux. Enfin, il faut se faire connaître, parler de soi, de son milieu, de ses gens, il faut surtout être fier de ses capacités et de ce qu'on est capable d'offrir. Il faut travailler en fonction de l'amélioration de sa condition, une amélioration qui en même temps servirait d'exemple à l'ensemble de la communauté québécoise et qui aiderait les autres municipalités à faire de même.

# **7 L'agriculture, l'agroalimentaire et l'environnement**

## **7.1 Responsabilités des secteurs agricoles, industriels et municipales par rapport à l'environnement**

Une question importante jonche les lèvres de plusieurs individus sensibilisés par l'environnement et c'est celle-ci : comment les responsabilités des secteurs agricoles, industriels et municipaux peuvent-elles s'exercer plus efficacement face à la protection de l'environnement? Premièrement, avec une entente sur un refus global ou excessivement diminué des pesticides dans la production maraîchère. Le biologique peut être une excellente solution, seulement ce serait en partie une distribution locale. Il devrait commencer par y avoir

des ententes inter municipales, car il s'agit d'une base beaucoup plus facile à atteindre. Il doit y avoir un meilleur contrôle et on doit le légiférer, sur les engrais minéraux solubles, car ils sont non renouvelables et contaminent une plus grande surface du sol que seulement où ils sont épandus. Ceux-ci, sont néfastes pour les nappes phréatiques, car elles créent la prolifération d'algues qui diminuent l'oxygénation de l'eau.

## **7.2 Les meilleures pratiques agronomiques pour les sols**

En matière de fertilisation des sols, de conservation des sols ou d'utilisation des pesticides, de meilleures pratiques agronomiques pourraient être mises en place. Dans un premier temps, il faudrait diminuer l'utilisation de produits comme le phosphore, l'azote de synthèse, les engrais de synthèse, les pesticides, et autres, car ils causent d'importants déséquilibres chimiques dans les végétaux et dans les sols. Il est prouvé que 68% des cancers sont causés par les substances chimiques dans les pesticides, voilà une bonne raison d'adopter le biologique. Créer un environnement riche et diversifié, en conservant le milieu naturel et originel, créer des milieux non productifs économiquement et bien sûr diversifier les activités agricoles et horticoles. Tout cela, sera bon pour les sols et pour le milieu, car on attire une diversité naturelle qui crée un équilibre naturel. On peut aussi entretenir les sols et leur pH avec de la chaux agricole, dolménique et de la cendre de bois qui sont naturelles et utiliser un compost qui entre dans les règles de l'art et qui est tout à fait naturel. Enfin, il serait également approprié d'adopter un règlement pour une rotation des cultures afin que les sols restent très riches en nutriments.

## **7.3 Contribution pour la réduction des gaz à effet de serre**

Quelle est la meilleure manière pour l'agriculture de contribuer à la réduction des gaz à effet de serre et ainsi participer à un effort collectif contre le réchauffement planétaire alarmant? Premièrement les déjections animales liquides devraient être bannies, car elles dégagent une grande quantité de méthane, un gaz qui cause directement le réchauffement climatique. Deuxièmement ce qui devrait être le plus radical est la diminution de l'utilisation des pesticides car, il s'agit, ici, d'un polluant universel si on peut l'appeler ainsi, car il pollue non seulement le sol, mais aussi, l'air, les nappes phréatiques, les animaux, etc. Une autre chose qui devrait être très réglementée est l'utilisation d'engrais chimiques qui sont très nocifs pour les sols. Certains de ces engrais chimiques demandent une grande quantité de pétrole pour leur application (2 tonnes de pétrole pour fabriquer une tonne d'azote). Faire une bonne rotation des sols, car celle-ci permet de rationaliser l'utilisation des amendements et des engrais chimiques.

## **7.4 La biodiversité agricole**

Pour assurer le maintien et la croissance de la biodiversité sur le territoire agricole? On devrait encourager le développement de produits naturels dérivés sur les terrains agricoles. Restreindre les pesticides qui créent un certain déséquilibre dans le monde animal et insectivores, ce qui empêche la diversité des espèces. On devrait toujours tenir compte des répercussions de ses propres gestes sur l'ensemble des composantes du système pour s'assurer

que notre geste ne viendra pas déstabiliser celui-ci. On devrait réglementer la nécessité d'avoir un milieu riche comme par exemple des boisés, des marais, des tourbières, haies boisées, etc., cela attire une diversité naturelle, donc il devient dérisoire d'utiliser des pesticides, car l'équilibre se crée de lui-même. Enfin, il faudrait assurer une rotation annuelle des sols, car cela permet aux sols de fournir chaque fois une nutrition différente d'une espèce à l'autre et donc de se ressourcer dans sa carence de la dernière culture. Cette rotation favorise l'assainissement des sols et limite le développement de maladies et de ravageurs.

## **7.5 L'utilisation des plantes génétiquement modifiées**

Voici notre point de vue sur l'utilisation des plantes génétiquement modifiées. Nous comprenons que les aliments peuvent être conservés plus longtemps, donc être livrés d'un pays à l'autre sans trop de problèmes. Nous réalisons aussi que cela permet d'avoir des aliments qui arrivent à point plus rapidement et plus jolis d'apparence et ce même après 2 semaines sur les tablettes d'un supermarché. Mais nous sommes entièrement contre cette doctrine, car nous croyons que cela va à l'encontre de la nature, on ne la laisse plus faire son travail, on crée de l'artificielle au détriment de la santé. Nous aimerions mieux avoir un fruit en apparence moins joli et moins gros, mais meilleur au goût, savoureux et bénéfique pour notre santé. De plus, nous préférons s'il le faut, payer plus cher pour encourager des produits venant de chez-nous, que d'encourager un produit génétiquement modifié qui de plus, provient d'un autre pays.

## **8 La santé et les préoccupations des consommateurs**

### **8.1 Les normes qui encadrent le système d'inspection des aliments.**

Nous doutons du système d'inspection des aliments car le Canada permet une soixantaine de pesticides qui ne sont pas autorisés dans les autres pays. Est-ce que des résidus de ces pesticides se retrouvent dans nos aliments? Les produits sont les mêmes d'un pays à l'autre alors comment expliquer que notre pays permette l'utilisation des produits interdits ailleurs?

### **8.2 Le système d'inspection des aliments.**

Nous pensons qu'il devrait y avoir une sorte d'OMC pour l'agriculture et l'agroalimentaire afin d'améliorer le système d'inspection des aliments. Une organisation qui réglerait les problèmes entre pays, c'est à dire, qui établirait des normes mondiales au niveau de l'utilisation de pesticides. Ces derniers devraient être classés en fonction du danger qu'ils représentent pour la santé de la population mondiale et un produit interdit en Belgique devrait l'être aussi en France, au Maroc et au Canada. L'uniformité de la classification de ces produits améliorera, selon nous, la confiance des consommateurs vis à vis des produits utilisés, ainsi que de supprimer les débats concernant la permission de certains pesticides au Canada, alors qu'ils sont interdits ailleurs.

### **8.3 L'information relative à la valeur nutritive des aliments.**

Après maintes discussions, nous en sommes arrivés à la conclusion que l'information est suffisante. Par contre, la provenance et les valeurs nutritives des fruits, légumes et noix vendus à la livre, en libre service, ne sont presque jamais marquées. Ce sont des produits que nous privilégions de nos jours pour une meilleure santé, par contre nous n'avons aucune idée du nombre de lipides, glucides, calories et de leur pays d'origine. Ces informations seraient fort utiles car la consommation de ces aliments va en augmentant. Mis à part ce cas-ci, nous jugeons adéquat l'affichage proposé en magasin.

### **8.4 Information des consommateurs.**

Nous avons pensé qu'établir un dépliant informatif sur les bonnes habitudes alimentaires serait simple à réaliser et surtout très utile. Bien sur, le guide canadien de l'alimentation a pour but de faire ceci, mais dans le concret, il est difficile de savoir ce que représente une portion de viande et substituts. Souvent, le mot substitut pose problème. Dans ce petit livret distribué gratuitement, il pourrait y avoir une description de ce qu'est une portion de fruit, mais pas en grammes, en chiffres significatifs. Dans ce cas-ci, nous ne dirons plus qu'il nous faut 100gr de pommes, mais plutôt qu'une pomme, une orange, deux clémentines représentent une portion de fruits chacune. Ce dépliant pourrait aussi donner des exemples de lunch simples et rapides à concocter pour les enfants. Pour continuer sur la même lancée, les habitudes de vie se prennent lors de l'enfance. Il pourrait donc y avoir une partie en bande dessinée pour les enfants. Des personnages attachants avec des conseils simples leur permettraient d'apprendre tout en s'amusant.

### **8.5 Les mesures susceptibles d'assurer une meilleure protection de la santé du secteur agricole et agroalimentaire**

Nous avons dans notre groupe une étudiante possédant une ferme et connaissant très bien des troubles de santé physique et surtout mentale du secteur agricole. Elle nous a aidés à répondre à cette question. La principale chose responsable des dépressions et problèmes psychologiques sont les quotas qui mettent une très grosse pression sur le dos des agriculteurs. Ceux-ci causent énormément de tracas quotidiens à savoir s'ils vont devoir jeter du lait, car acheter 1 kg de lait en plus coûte 25 000\$. De plus, une aide psychologique spécialisée pourrait être offerte par les regroupements d'agriculteurs afin de maintenir les productions au maximum et surtout maximiser la santé de ses travailleurs. La réduction des quotas oppressants, un regard positif vers l'avenir, des rencontres entre agriculteurs et une aide psychologique adéquate sont, selon nous, les meilleures solutions à apporter afin d'assurer une meilleure protection de la santé des secteurs concernés.

## **9 La ruralité et le développement régional**

### **9.1 Les politiques agricoles**

Les politiques agricoles peuvent soutenir une agriculture qui contribuera davantage au développement rural en donnant plus de subventions aux entreprises agricoles axées sur le potentiel agroalimentaire, soit l'agriculture biologique, les produits artisanaux, la mise en valeur des produits du terroir et l'agrotourisme. De plus, en faisant plus de publicité pour ceux-ci, les gens consommeraient plus et contribueraient du même coup au développement de leur région.

### **9.2 Les politiques publiques**

Pour tenir compte du potentiel agricole et agroalimentaire régional dans l'élaboration des politiques publiques, le gouvernement devrait mettre en place une structure qui permettrait aux régions d'assurer un plein rendement au niveau de ces différents potentiels. De plus, développer une production de créneau est aussi une possibilité à tenir compte pour exploiter le maximum de chaque région.

### **9.3 Les opportunités offertes par le développement d'une agriculture moderne**

L'agriculture moderne offre une ouverture sur un nouveau marché qui permet donc une augmentation de la clientèle. Cette nouvelle clientèle en constante évolution ne cesse de croître grâce à la qualité supérieure du produit. Plus la demande augmentera, plus les producteurs prendront ce virage et ainsi développeront leur région d'un point de vue agricole.

### **9.4 Le problème de transfert des fermes entre générations et l'incitation des jeunes à miser sur l'agriculture et l'agroalimentaire**

Pour contribuer à inciter les jeunes à s'orienter vers un avenir agricole, il faudrait débiter par valoriser le travail d'agriculteur. Le fait qu'il y ait de plus en plus de programmes d'études reliés à l'agriculture offre aussi la possibilité aux jeunes d'approfondir les facettes qu'ils préfèrent. Pour ce qui est du transfert des fermes entre générations, apporter un financement aux producteurs pour qu'ils se portent mieux serait de mise. Il faudrait même mettre sur pied un régime de pension pour la retraite des parents agriculteurs, diminuant ainsi leur besoin criant d'argent qui les pousse à vendre leur entreprise à un étranger afin d'en tirer un meilleur profit.

## **9.5 Conciliation et cohabitation des usagés en milieu rural**

Un des meilleurs moyens à mettre en place pour faciliter la conciliation et la cohabitation des usagés en milieu rural serait de mettre en place des réglementations afin d'établir des règles strictes. Il est bien d'avoir des lois qui régissent les différentes problématiques, cependant, il faut s'assurer qu'elles sont bien appliquées, ce qui est souvent un manquement observable.

## **9.6 Viabilité financière**

Pour bien favoriser l'essor et la viabilité financière des nouvelles productions, il faut assurer une bonne mise en marché. De plus, assurer une bonne campagne publicitaire avant la mise en marché et une fois le produit sur les tablettes permet d'acquérir plus de ventes donc, une viabilité financière.

## **9.7 Débouchés suffisants et rentabilité**

Pour faire en sorte que les nouvelles productions trouvent des débouchés suffisants et soient rentables, il faudrait faire des études de marché auprès des consommateurs afin de savoir si le nouveau produit intéresse la population. Ensuite, il faudrait vérifier la concurrence présente dans la région, puis, pour que les nouvelles productions soient rentables et qu'elles favorisent une occupation dynamique du territoire rural, il faudrait viser le marché de créneau, comme par exemple dans la production de bœuf biologique, prendre une entente avec un boucher local ou une petite épicerie de la région pour écouler le produit.

# **10 La gouvernance**

## **10.1 Les politiques canadiennes**

Pour que les politiques canadiennes puissent faire une place suffisante aux particularités, problématiques, orientations et structures du Québec, le gouvernement fédéral devrait cesser de faire preuve d'ingérence au niveau des pouvoirs de compétence provincial. En laissant les champs de décision du gouvernement du Québec à celui-ci, il pourrait mieux distribuer l'argent auprès des producteurs qui en ont grandement besoin. Ainsi, plus de problématiques seraient réglées et le Québec se porterait mieux.

## **10.2 Le mandat et les politiques du MAPAQ**

Le mandat et les politiques du MAPAQ devraient s'ouvrir davantage aux préoccupations et objectifs touchant la ruralité, l'environnement et la nutrition. Il se doit, par raison morale, d'offrir plus d'informations aux citoyens et aux entreprises privées afin de les sensibiliser sur

les questions de l'exode rural, de la pollution ainsi que sur la qualité des produits alimentaires. Or, toute la population serait au courant des difficultés du monde agricole et pourrait par la suite leur apporter un support.

### ***10.3 L'avenir des coopératives***

Dans le futur, les coopératives vont toujours exister, mais avec la venue de l'industrialisation des entreprises agricoles, il y aura de moins en moins de membres, car le nombre de fermes diminue sans cesse. Par contre, les fermes restantes seront de plus grande taille, ce qui risque de creuser un écart flagrant entre ceux qui veulent que l'agriculture demeure une petite entreprise «familiale» et les entreprises dites «commerciales». Bref, les coopératives seront toujours présentes, mais quelques changements s'apporteront au niveau de leurs fonctions.

## **Conclusion**

En somme, nous pouvons affirmer que l'agriculture est certainement l'une des branches les plus élémentaires et essentielles de l'activité humaine. Elle constitue la provenance de notre alimentation, activité primaire de l'être humain. En situant les obstacles qui se présentent selon deux axes, celui des agriculteurs et celui des services à la population (consommateurs, détaillants, transformateurs, etc.), nous voyons bien apparaître certaines similarités au milieu d'une différence évidente. En effet, l'agroalimentaire, la distribution des produits et avant cela, la production agricole et la transformation des aliments, sont des champs aux expertises séparées, mais quand même liées, auxquels il faut joindre, pour assurer leur fonctionnalité maximale, les efforts et savoirs de chacun. Enfin, pour aider à concilier les deux parties, le gouvernement chargé de s'occuper du maintien, de l'entretien et de la survie de l'agriculture au Québec, doit travailler de pair avec les milieux, considérant l'expertise québécoise dans une optique de développement rural, régional et durable pour un avenir meilleur pour la population et les producteurs. Pour que l'agriculture survive, il faudra faire ressortir la véritable place qu'elle tient dans nos vies. Nous pensons que la Commission doit prendre une position claire face au prochain gouvernement pour assurer une longévité de l'ensemble de la population et des générations futures. En tant que jeunes adultes, nous prenons position sur un sujet qui nous touche directement et ce en tant que citoyens québécois et consommateurs de produits alimentaires.